

BAS

LES MASQUES

ARTS ET CULTURE

Cet appel unitaire de la culture a été écrit collectivement par des travailleur·ses des arts, du spectacle vivant et de l'audiovisuel, des artistes·auteur·es, plasticien·nes, des designer·euses, des étudiant·es et enseignant·es en art, des militant·es... Nous ne sommes pas les travailleur·ses éthéré·es et romantiques pour lesquelles ce Président a l'air de nous prendre ou de vouloir nous faire passer, nous sommes des travailleur·ses, des actrices et des acteurs du quotidien. Nous nous réunissons depuis le 29 avril via 45 collectifs de lutte, fédérations et syndicats de nos secteurs. Nos métiers sont différents, nos conditions de travail, nos statuts et régimes le sont aussi. C'est cette richesse qui nous permet de formuler nous-mêmes nos besoins.

Depuis le début de cette crise, le monde culturel et artistique est, comme d'autres secteurs, touché de plein fouet. il a été l'un des premiers champs professionnels à devoir cesser toute activité et sera dans les derniers à pouvoir reprendre normalement.

Les réponses, apportées à nos secteurs le 6 mai dernier par le Président de la République et le Ministre de la Culture, ressemblent davantage à des effets d'annonce qu'à de réelles mesures et sont intraduisibles dans les réalités que nous connaissons quotidiennement.

Comme les animateur·rices et les travailleur·ses sociaux·ales le dénoncent elleux-mêmes, nous refusons d'être les agent·es du maintien de l'ordre social et culturel que le gouvernement nous impose. Si certain·es d'entre nous interviennent déjà dans les milieux scolaires mais aussi dans les milieux hospitaliers, carcéraux ou en Ehpad, il ne s'agit pas de remplacer les travailleur·ses sociaux·ales et culturel·les. Ce sont d'autres métiers. Par ailleurs, nous n'avons pas attendu le génie Macron pour sortir des théâtres, musées ou conservatoires et interroger nos pratiques.

Nous n'avons pas de la chance que la France ait l'intermittence. Nous avons des conquêtes sociales, résultats de nos luttes répétées et nous voulons non seulement les garder mais les faire croître et les étendre à tous les secteurs de la culture. Cette crise ne doit pas être le prétexte au démantèlement des services publics de la culture.

Les capitalistes et l'État ont démontré leur incompetence à gérer les secteurs essentiels de notre société. C'est donc aux travailleur·ses, aux usager·es, à nous, les premier·es concerné·es, de décider de quel hôpital, de quel système de santé, de quelle éducation ou culture nous avons besoin, et d'en reprendre le contrôle, avec les moyens nécessaires pour les faire fonctionner correctement. Ce principe doit s'appliquer à l'ensemble des services publics. Nous affirmons aujourd'hui notre solidarité totale avec les travailleur·ses de la santé, de l'éducation, du travail social qui se battent pour la survie de leur secteur dans des conditions de travail décentes.

Nous faisons partie des intermittent·es de l'emploi, des plus précaires de notre société, de toutes les personnes que cette crise jette plus violemment encore au cœur des inégalités structurelles de notre société (femmes, minorités de genre, personnes racisé·es, exilé·es, sans-papiers...), et c'est toutes et tous ensemble que nous pouvons porter haut cette parole et nos revendications.

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE NOUS EXIGEONS

Pour les intermittent-es du spectacle :

Le respect par toutes les structures des engagements passés avec les salarié-es, contrats de travail signés ou non.

La prolongation des droits de l'intermittence et du chômage jusqu'à un an après la reprise définitive et sans restrictions des activités du secteur.

L'abaissement du seuil d'ouverture de droit à 250 heures pour les nouveaux et les nouvelles entrant-es.

La prolongation automatique des droits des personnes en congé maternité ou en arrêt maladie, dès la fin de leur congé et sans condition de reprise de travail.

La prise en compte de toutes les heures d'Action d'Education Artistique et Culturelle dans les heures permettant d'accéder au régime spécifique des annexes 8 et 10 et ce de façon pérenne.

Par ailleurs, nous rappelons que de nombreux travailleur-euses des arts et de la culture cumulent plusieurs emplois précaires pour boucler les fins de mois et qu'il y a également parmi nous des personnes sans papier-es, des travailleur-ses migrant-es et des travailleur-ses du sexe. Nous exigeons que toutes et tous aient accès à la totalité des droits du régime général de la Sécurité sociale.

Plus largement, nous exigeons le retrait définitif de la réforme des retraites et l'abrogation de la réforme de l'Assurance chômage, du décret d'application qui renforce le contrôle des chômeurs et chômeuses et la garantie d'un salaire (minimum SMIC) pour tou-tes les travailleur-ses jusqu'à la possibilité de retrouver un travail dans des conditions décentes.

Pour les étudiant-es :

Étudier c'est travailler : nous voulons un salaire étudiant pour toutes et tous ainsi que la suppression de l'augmentation des frais d'inscriptions des étudiant-es étranger-es.

La validation de l'année universitaire 2019-2020, la réinscription automatique à l'année suivante, la prolongation des bourses et de l'attribution des logements, le report sans condition des échéances propres à Parcoursup et de toutes les échéances de candidatures et d'inscriptions pour 2020-2021.

Pour les artistes-auteur-es, les travailleur-ses indépendant-es des arts

visuels (commissaires d'exposition, critiques, installateur-rices, designer-euses, médiateur-rices, conférencier-es, curateur-ices etc.) :

Une rémunération systématique pour tout travail fourni et la suppression du mécénat de compétences : la visibilité n'est pas un revenu.

Le versement urgent d'une indemnité mensuelle de compensation sur la base des derniers revenus connus.

Une protection sociale pour tous-tes avec l'ouverture de la totalité des droits du régime général de la Sécurité sociale.

Ce texte est un appel à la mobilisation massive de nos secteurs de la culture et des arts dans la bataille générale: c'est grâce à cette solidarité que nous pourrions créer un rapport de force avec le gouvernement et le patronat et imposer une société plus juste. Nous soutenons et reprenons l'appel lancé par les soignant-es Bas les Masques: organisons-nous pour construire un grand mouvement populaire, en lutte pour une réelle démocratie et une véritable justice sociale, économique et écologique. Dans ce vaste chantier, les travailleuses et travailleurs de la culture et des arts ont leur rôle à jouer.

C'est dans cet esprit que nous tiendrons un meeting unitaire en ligne le 9 juin prochain à 18h00 sur Zoom (ID: 817 8141 4947 – MDP: 864410)

D'ores et déjà les dates des 16 (à l'appel du collectif inter-urgence) et 17 juin (un ensemble de collectifs et syndicats appelle à agir contre la réintoxication du monde) apparaissent comme des rendez-vous importants.

Il y a aujourd'hui l'avenir qui recule, nous sommes le présent qui s'élançe.

mail: blm-artsetculture@tutamail.com site: www.blm-artsetculture.fr

343 racisé-es	CLAQ – Comité de Libération et d'Autonomie Queer	FGIPACA – Fédération des Guides Interprètes Provence Alpes Côte d'Azur	SFA CGT – Syndicat Français des Artistes Interprètes
AG interpro Interlutte 54	CNTPEP CGT – Comité National	FMITEC – Fédération des Métiers Intermittents du Tourisme de l'Événementiel et de la Culture	SNAP CGT – Syndicat National des Artistes Plasticien-nes
Art en Gouine	CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires	Formes des luttes	SNEAD CGT – Syndicat National des écoles d'Art et de Design
Art en Grève –Lyon	Collectif des syndicats du Spectacle et de la Culture CGT Isère	Front Social 54	Strass – Syndicat du Travail Sexuel
Art en Grève – Paris Banlieues	Convergence des Luths	Gilets Jaunes Intermittent-es Chômeur-euses Précaires	SUD Culture
Art en Grève – Rouen	Culture en Lutte – Grenoble	La Buse	Sud Spectacle – Opéra de Paris
Art en Grève – Valence	Décoloniser les arts	La Permanence	
Arts en Lutte	Fédération des Arts de la Rue Paris	Les danseur-euses du CCN Ballet de Lorraine	
ASSO Solidaires	Fédération des Pirates du Spectacle Vivant	Les Sentinelles – Avignon Off	
CICP 72 – Collectifs des Intermittent-es des Chômeur-euses et Précaires de la Sarthe		MIKS – Mouvman Inter Kiltirèl Solidèr	